

L'AGRICULTURE, POURVOYEUSE D'EMPLOIS ET VECTEUR DE DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES

Le secteur agricole des Hauts-de-France représente 206 000 actifs en 2016 soit 10 % des actifs régionaux. Il s'agit du premier employeur régional. En comparaison l'emploi du secteur agricole représente 1,7 fois les effectifs du secteur de la construction. À elles seules, la production agricole et les activités aval (industries agroalimentaires) totalisent les trois quarts de l'emploi du secteur agricole.

Les départements du Nord et du Pas-de-Calais comptabilisent plus de la moitié des emplois agricoles régionaux. Toutefois, c'est dans l'Aisne que l'emploi agricole est le plus représenté : un quart des emplois du département est généré par l'agriculture (6 % dans le Nord). Les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) CA de la région de Château-Thierry, CC du canton de Charly-sur-Marne et CC du Val de l'Oise – tous situés dans l'Aisne – ont une part d'emploi agricole qui dépasse 50 %.



Le secteur est soumis à une baisse continue de l'emploi salarié et non salarié lié au renouvellement du tissu productif. Par exemple, dans la région en 2017, 1 300 chefs d'exploitation sont partis à la retraite pour seulement 850 installations. Le besoin du secteur en main d'œuvre reste important : 13 930 projets de recrutements ont été comptabilisés en 2018 dans l'agriculture et plus de 3 750 dans l'industrie agroalimentaire. Cependant, les recrutements ne sont pas aisés : un tiers des embauches sont jugées difficiles dans l'agriculture, ce phénomène atteint 37 % dans l'agroalimentaire. Ce constat incite à développer l'apprentissage : 1 200 contrats d'apprentissage ont été signés au cours de la campagne 2017/2018 en Hauts-de-France, soit une augmentation de +10 % par rapport à la campagne précédente. L'aménagement paysager et la production agricole sont les contrats les plus fréquemment signés (deux contrats sur trois), suivi par le machinisme agricole (14 %).

Pour en savoir plus :

L'espace rural des Hauts-de-France, des situations contrastées du nord de l'Aisne et au sud de l'Oise <https://cutt.ly/HyoOLO>
Motivations et préoccupations des habitants récemment installés dans les campagnes des Hauts-de-France <https://cutt.ly/9yoO2c>
Portrait 2016 des exploitations agricoles en Hauts-de-France, zoom sur celles qui se diversifient <https://cutt.ly/wyoPuS>
L'agriculture, pourvoyeuse d'emplois et vecteur de développement des territoires <https://cutt.ly/9yoPgo>



PIVER

Hauts-de-France

L'ESSENTIEL DES RENCONTRES THÉMATIQUES

33^{ème} rencontre - mars 2019

« LES RURALITÉS EN HAUTS-DE-FRANCE, DES TERRITOIRES AUX MULTIPLES FACETTES »

L'espace rural regroupe 6 % de la population et 4 % des emplois des Hauts-de-France. Sa population bénéficie d'une situation sociale un peu plus favorable qu'en moyenne régionale. Dans cet espace, la croissance démographique y est plus prononcée que dans l'ensemble de la France de Province. Elle s'explique par une attractivité des jeunes ménages à la recherche d'un meilleur cadre de vie et de logement.

Malgré une forte baisse du nombre des exploitations et des emplois, l'agriculture maintient un rôle important dans l'économie des territoires ruraux. En particulier, la diversification des exploitations agricoles contribue au développement de ces territoires.

La rencontre régionale du 19 mars 2019 est l'occasion d'échanger sur la thématique de la ruralité dans la région à partir de quatre éclairages : une présentation économique et sociale de l'espace rural régional faisant notamment appel à une typologie, les résultats d'une étude sociologique sur les motivations et préoccupations des habitants récemment installés dans les campagnes, un portrait des exploitations agricoles en 2016 dans les Hauts-de-France.

Retrouver l'actualité de PIVER :
www.piver-hauts-de-france.org

contact@piver-hauts-de-france.org

www.twitter.com/piver_hdf



PROGRAMME

- L'espace rural des Hauts-de-France, des situations contrastées du nord de l'Aisne et au sud de l'Oise
- Motivations et préoccupations des habitants récemment installés dans les campagnes des Hauts-de-France
- Portrait 2016 des exploitations agricoles en Hauts-de-France, zoom sur celles qui se diversifient
- L'agriculture, pourvoyeuse d'emplois et vecteur de développement des territoires





RENCONTRES THÉMATIQUES

Les ruralités en Hauts-de-France, des territoires aux multiples facettes

L'ESPACE RURAL DES HAUTS-DE-FRANCE

Le concept de ruralité n'étant pas défini, l'Insee retient la définition du CGET dans la conduite de ses études portant sur l'espace rural en Hauts-de-France. Ainsi, l'espace rural correspond aux territoires les moins denses et les moins liés aux pôles urbains en termes d'emplois. Dans la région, il regroupe un tiers des communes où résident 385 000 personnes, soit 6 % de la population. Ces territoires qui concentrent plus de personnes âgées qu'en moyenne régionale, sont par ailleurs attractifs auprès des jeunes ménages anciennement urbains, issus en particulier de l'Île-de-France ou du reste de la région.



L'espace rural des Hauts-de-France concentre 4 % des emplois régionaux contre 9 % en France de province. Depuis 1968, l'espace rural a perdu 7 % d'emplois contrairement à la région qui en a créé + 14 %. Le secteur agricole a perdu sa place dominante au profit du développement d'emplois tertiaires. Néanmoins l'agriculture y reste surreprésentée.

Le niveau de la pauvreté de la population y est plus faible qu'en région en lien avec une situation moins dégradée du marché du travail et des caractéristiques sociales des habitants. Les ménages âgés, notamment les retraités agricoles surreprésentés dans ces communes, sont les plus touchés par la pauvreté.

Les communes de l'espace rural régional ont été classifiées selon des critères démographiques et socio-économiques. Les résultats de cette typologie font apparaître quatre grands espaces :

- Le nord de l'Aisne, confronté à un cumul des fragilités économiques et sociales ;
- Le nord-ouest de la région autour de Saint-Pol-sur-Ternoise caractérisé par un dynamisme touristique mais également par une situation économique défavorable et une population vieillissante qui freine la croissance démographique ;
- Le sud de l'Aisne, regroupant les communes les plus aisées de l'espace rural des Hauts-de-France ;
- La couronne amiénoise élargie allant du Vimeu jusqu'au sud de Cambrai dont les caractéristiques sont proches de la moyenne de l'espace rural.

LES EXPLOITATIONS AGRICOLES EN HAUTS-DE-FRANCE EN 2016 : DIVERSIFICATION DES EXPLOITATIONS ET CONTRIBUTION AU DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE

En 2016, le nombre d'exploitations agricoles en Haut-de-France s'établit à 26 100, soit deux fois moins qu'en 1988. Toutefois, la baisse du nombre d'exploitations ralentit depuis 2010. Les régions du Nord de la France, déjà pourvues en grandes exploitations, sont par conséquent moins impactées par ce phénomène. Les exploitations s'agrandissent, contrepartie de la diminution de leur nombre : la surface moyenne s'établit à 85 hectares en 2016, soit une augmentation de 1 hectare par an depuis 2010. La moitié des exploitations a une taille inférieure à 66 hectares.

Les exploitations ont une spécialisation économique davantage orientée vers les productions végétales (64 %), seules 23 % sont spécialisées en productions animales. Bien que les exploitations en société soient en augmentation de 4 % depuis 2010, 6 exploitations sur 10 restent des entreprises individuelles de grande dimension économique : 62 % des exploitations agricoles régionales ont un potentiel de production supérieur à 100 000 € annuels contre 43 % en France métropolitaine. 51 500 personnes travaillent de façon permanente dans les exploitations régionales, soit une baisse de -8 % depuis 2010, expliquée par la baisse du nombre d'exploitations. Le chef d'exploitation et sa famille représentent les trois quarts de la main d'œuvre.



Les exploitations agricoles se diversifient : 16 % des exploitations vendent en circuit court en 2016 contre 13 % en 2010, ce phénomène reste toutefois en deçà du niveau régional (22 %). Une exploitation sur 10 exerce une activité para-agricole, en stagnation depuis 2010 : travail à façon (34 %), tourisme (23 %), transformation alimentaire (19 %) et production d'énergie (9 %). Les activités para-agricoles sont présentes plus fréquemment chez les éleveurs d'ovins et de caprins, les cultures fruitières et lorsque le chef d'exploitation a moins de trente ans. En générant de la main d'œuvre et de la valeur ajoutée, la diversification agricole contribue au dynamisme des territoires ruraux.

MOTIVATIONS ET PRÉOCCUPATIONS DES HABITANTS RÉCEMMENT INSTALLÉS DANS LES CAMPAGNES DES HAUTS-DE-FRANCE

Dans ce contexte d'attractivité résidentielle des communes rurales, le Conseil Régional des Hauts-de-France a souhaité connaître les motivations des nouveaux arrivants et leur stratégie en matière de choix résidentiel à la campagne afin de mieux répondre aux besoins des habitants.

Au total, 531 ménages, exclusivement installés depuis moins de 5 ans, dans différents types d'espaces ruraux ont été rencontrés à leur domicile de mars 2016 à juin 2017. Deux outils d'enquête ont été utilisés : un questionnaire statistique et la technique des « récits de vie » reposant sur l'interrogation des ménages par deux sociologues avec des questions ouvertes.

En zone rurale, ce sont principalement les caractéristiques des logements qui motivent l'arrivée des nouveaux ménages (apparence extérieure, nombre de chambres, présence d'un jardin). Par ailleurs, ces ménages privilégient un cadre de vie plus « vert » plutôt que la commune en elle-même et ses commerces et services. Exemple d'un récit de vie : « pour moi, c'était le rêve d'avoir une maison à nous avec un jardin en campagne. On aime bien faire pousser nos légumes et les enfants peuvent jouer facilement à l'extérieur. Notre maison est un coup de cœur, c'est très bucolique ». Les motifs familiaux (rapprochement de la famille et des amis, héritage) et financiers sont également évoqués.

Les nouveaux arrivants sont très attachés à la préservation d'un cadre de vie naturel et de contraintes domestiques réduites (adaptation des services aux modes de vie, améliorations des connexions mobiles et internet, accès aux soins, offre récréatives...). Les contradictions sont toutefois fréquentes : certains ménages regrettent les fermetures de commerces de proximité sans toutefois les fréquenter pour les achats quotidiens. D'autres ménages souhaiteraient avoir accès aux modes de transport en commun. Cependant, ils ne les fréquentent pas quand une offre existe.

